

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

26 novembre 2010

**PROJET DE LOI**

**d'exécution du Traité sur le droit des brevets  
d'invention et de l'Acte portant révision  
de la Convention sur la délivrance  
de brevets européens, et portant  
modification de diverses dispositions  
en matière de brevets d'invention**

AMENDEMENTS

N° 4 DE M. DEDECKER ET CONSORTS

Art. 48/1 (*nouveau*)

**Insérer un article 48/1 rédigé comme suit:**

*“Art. 48/1. Dans la même loi, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit:*

*“Art. 4/1. L'Office de la Propriété intellectuelle met à disposition les services d'ingénierie linguistique permettant la traduction automatique des informations relatives aux brevets, par le biais d'un site internet désigné par le Roi, sur lequel les demandes de brevet européen et les brevets européens délivrés peuvent être consultés dans les mêmes conditions, dans toutes les langues nationales.*

*Le Roi peut préciser les modalités et les conditions de la mise à disposition des services d'ingénierie linguistique visés.”.”.*

Documents précédents:

Doc 53 **0405/ (2010/2011):**

001: Projet de loi.  
002: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

26 november 2010

**WETSONTWERP**

**ter uitvoering van het Verdrag inzake  
octrooirecht en de Akte tot herziening  
van het Verdrag inzake de verlening van  
Europese octrooien, alsook  
tot wijziging van diverse bepalingen  
inzake uitvindingsoctrooien**

AMENDEMENTEN

Nr. 4 VAN DE HEER DEDECKER c.s.

Art. 48/1 (*nieuw*)

**Een artikel 48/1 invoegen, luidend als volgt:**

*“Art. 48/1. In dezelfde wet wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidende:*

*“Art. 4/1. De Dienst voor de Intellectuele Eigendom stelt taaltechnologische diensten die de automatische vertaling van octrooi-informatie mogelijk maken, ter beschikking via een door de Koning aangeduide website waar de Europese octrooi-aanvragen en de verleende Europese octrooien onder gelijke voorwaarden kunnen worden geraadpleegd in alle nationale talen.*

*De Koning kan de nadere regels en de voorwaarden van terbeschikkingstelling van de bedoelde taaltechnologische diensten verder uitwerken.”.”.*

Voorgaande documenten:

Doc 53 **0405/ (2010/2011):**

001: Wetsontwerp.  
002: Amendementen.

## JUSTIFICATION

L'article 48/1 insère un article 4/1 dans la loi du 21 avril 2007. Cet article doit rendre les informations relatives aux demandes de brevets européens et aux brevets européens délivrés accessibles au public dans les langues nationales, indépendamment de la langue de dépôt de la demande ou de la langue de délivrance du brevet. Ces traductions présentent une valeur informative importante pour les utilisateurs, en particulier pour les PME, et elles facilitent l'accès au système.

Le Roi peut préciser les modalités et les conditions de la mise à disposition des services d'ingénierie linguistique permettant la traduction automatique des informations relatives aux brevets. Il peut notamment renvoyer vers le logiciel de traduction automatique qui est actuellement développé par l'Office européen des brevets, en collaboration avec la Commission et les États membres. Ce logiciel de traduction automatique devrait permettre d'obtenir une traduction en ligne, dans la langue nationale, d'une demande de brevet européen ou d'un brevet européen.

Il importe que les utilisateurs bénéficient d'un accès égal aux informations relatives aux brevets, dans toutes les langues nationales. L'Office européen des brevets ayant déjà développé les modules de traduction de l'anglais vers le français et vers l'allemand (les trois langues officielles de l'OEB), la priorité devra être accordée au développement des services de traduction vers le néerlandais des informations relatives aux brevets.

La formulation du paragraphe est neutre sur le plan de la technologie, et elle permet de tenir compte des éventuelles évolutions techniques en matière d'outils de restitution et de traduction des informations relatives aux brevets européens.

## N° 5 DE M. DEDECKER ET CONSORTS

Art. 49/1 (*nouveau*)

**Insérer un article 49/1 rédigé comme suit:**

*“Art. 49/1. Dans la même loi, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit:*

*“Art. 5/1. L'Office de la Propriété intellectuelle met à disposition les services d'ingénierie linguistique permettant la traduction automatique des informations relatives aux brevets, par le biais d'un site internet désigné par le Roi, sur lequel les demandes de brevet européen et les brevets européens délivrés peuvent être consultés dans les mêmes conditions, dans toutes les langues nationales.*

*Le Roi peut préciser les modalités et les conditions de la mise à disposition des services d'ingénierie linguistique visés.”.*

## VERANTWOORDING

Artikel 48/1 voegt een artikel 4/1 toe aan de wet van 21 april 2007. Dit artikel moet de octrooi-informatie van Europese octrooiaanvragen en Europese octrooien, toegankelijk maken voor het publiek in de nationale talen, onafhankelijk van de taal waarin de octrooiaanvraag werd gedaan, of van de taal waarin het Europees octrooi werd verleend. Deze vertalingen zijn van een belangrijke informatieve waarde voor de gebruikers, in het bijzonder voor de kmo, en bevorderen de toegang tot het systeem.

De Koning kan de nadere regels en voorwaarden van de terbeschikkingstelling van taaltechnologische diensten die de automatische vertaling van octrooi-informatie mogelijk maken, verder uitwerken. Hij kan met name verwijzen naar de automatische vertaalsoftware die momenteel wordt ontwikkeld door het Europees octrooibureau in samenwerking met de Europese Commissie en de lidstaten. Met deze automatische vertaalsoftware zou het mogelijk zijn om een online vertaling te bekomen van een Europese octrooiaanvraag of van een Europees octrooi naar de nationale taal.

Het is belangrijk dat de gebruikers een gelijke toegang hebben tot de octrooi-informatie in alle nationale talen. Aangezien het Europees Octrooibureau de vertaalmodules van het Engels naar het Frans en het Duits (dit zijn de drie officiële EOB talen) reeds heeft ontwikkeld, zal de prioriteit moeten worden gegeven aan de ontwikkeling van de vertaaldiensten van de octrooi-informatie naar het Nederlands.

De formulering van de paragraaf is technologieneutraal, en maakt het mogelijk om rekening te houden met mogelijke technische evoluties inzake de middelen voor het weergeven en vertalen van Europese octrooi-informatie.

## Nr. 5 VAN DE HEER DEDECKER c.s.

Art. 49/1 (*nieuw*)

**Een artikel 49/1 invoegen, luidend als volgt:**

*“Art. 49/1. In dezelfde wet wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidende:*

*“Art. 5/1. De Dienst voor de Intellectuele Eigendom stelt taaltechnologische diensten die de automatische vertaling van octrooi-informatie mogelijk maken, ter beschikking via een door de Koning aangeduide website waar de Europese octrooiaanvragen en de verleende Europese octrooien onder gelijke voorwaarden kunnen geraadpleegd worden in alle nationale talen.*

*De Koning kan de nadere regels en de voorwaarden van de terbeschikkingstelling van de bedoelde taaltechnologische diensten verder uitwerken”.*

## JUSTIFICATION

L'article 49/1 ajoute un article 5/1 à la loi du 8 juillet 1977. Cet article vise à rendre les informations relatives aux (demandes de) brevets européens accessibles au public dans les langues nationales, indépendamment de la langue dans laquelle la demande de brevet a été déposée ou de celle dans laquelle le brevet européen a été délivré. Ces traductions ont une grande valeur informative pour les utilisateurs, en particulier les PME, et facilitent l'accès au système.

Les explications concernant les conditions et le développement de ces services de technologie langagière sont identiques à celles visées à l'article 48*bis*.

Le degré d'innovation de notre économie constitue l'un des facteurs déterminants de notre croissance économique, laquelle est capitale pour résoudre des problèmes tels que le vieillissement, la hausse des coûts, les soins de santé, etc. Un accès aisé aux quelque 70 millions de documents relatifs aux brevets européens représente, à cet égard, une arme majeure en termes de compétitivité pour une entreprise innovante. Au début du mois de novembre 2010, le Portugal a associé un module de traduction à la base de données européenne Espacenet, devenant ainsi la sixième région linguistique d'Europe à offrir un accès à l'ensemble de la base de données dans sa propre langue. Le projet de loi qui crée, entre autres, le cadre nécessaire pour poursuivre le développement des services électroniques de l'OPI ne tient pas compte de cette évolution récente mais rapide. Cette attitude lésera principalement les PME flamandes.

Au niveau mondial, l'intérêt pour les traductions en ligne de brevets ne cesse de croître. À la mi-octobre, les spécialistes européens des brevets se sont réunis autour du thème de la traduction automatique de brevets. En décembre, les spécialistes japonais feront de même. La valeur d'une entreprise est de plus en plus déterminée par ses droits en matière de brevets. Des efforts mal ciblés en matière de recherche peuvent être lourds de conséquence. Qui plus est, l'étude approfondie des brevets existants constitue bien souvent, pour une société, la voie la plus rapide vers sa propre innovation.

À cet égard, ce sont surtout les PME flamandes qui risquent d'être lésées sur le plan compétitif. Le ministre tente d'amener l'Europe à adopter une position commune sur le brevet européen pour le Nouvel An. Ce brevet ne prévoit comme langues officielles que l'anglais, l'allemand et le français. Cette mesure simplifiera les procédures pour les entreprises européennes qui mènent généralement leurs recherches dans l'une de ses langues. Des pays qui ne parlent officiellement aucune de ses langues ont droit à une traduction dans leur langue administrative pour les brevets valables sur leur territoire. La Belgique risque bien, à cet égard, d'en faire les frais en ce qui concerne les traductions en néerlandais.

Aujourd'hui déjà, avant même que le brevet européen ne soit instauré, le néerlandais est menacé. En effet, les employeurs (FEB) demandent la ratification du Protocole de Londres, qui aura pour conséquence que plus aucune

## VERANTWOORDING

Artikel 49/1 voegt een artikel 5/1 toe aan de wet van 8 juli 1977. Dit artikel heeft tot doel de toegankelijkheid van de octrooi-informatie betreffende Europese octrooiaanvragen en Europese octrooien, toegankelijk te maken voor het publiek in de nationale talen, onafhankelijk van de taal waarin de octrooiaanvraag werd gedaan, of van de taal waarin het Europees octrooi werd verleend. Deze vertalingen zijn van een belangrijke informatieve waarde voor de gebruikers, in het bijzonder voor de kmo, en bevorderen de toegang tot het systeem.

De uitleg betreffende de voorwaarden en de ontwikkeling voor dergelijke taaltechnologische diensten is dezelfde als deze bedoeld in artikel 48*bis*.

De innovatiegraad van onze economie is een van de bepalende factoren voor de economische groei die nodig is om problemen zoals vergrijzing, stijgende kosten, gezondheidszorg etc... op te lossen. Een vlotte toegang tot de 70 miljoen Europese octrooidocumenten is daarbij een belangrijk competitief wapen voor een innoverende onderneming. Portugal koppelde begin november 2010 een vertaalmodule aan de Europese database Espacenet en werd daarmee het zesde Europese taalgebied dat een toegang kan aanbieden tot de volledige database in de eigen taal. Dit wetsontwerp dat onder andere het kader schept voor de verdere uitbouw van de elektronische dienstverlening van DIE houdt geen rekening met deze recente maar snelle evolutie. Deze houding zal vooral de Vlaamse kmo's benadelen.

Wereldwijd neemt de belangstelling voor online-vertalingen van patenten toe. Half oktober vergaderden de Europese octrooispecialisten over automatische vertalingen van octrooien. In december doen de Japanse specialisten hetzelfde. De waarde van een onderneming wordt in toenemende mate bepaald door haar octrooirechten. Een verkeerd gerichte onderzoeksinspanning kan zware gevolgen hebben. Bovendien is de grondige studie van bestaande octrooien vaak de snelste weg naar eigen innovatie.

Hierbij dreigt vooral voor de Vlaamse kmo een competitief nadeel. De minister tracht Europa nog voor Nieuwjaar op één lijn te krijgen rond het Europese octrooi. Dit octrooi bevat alleen nog Engels, Duits en Frans als officiële octrooitalen. Dit zal de procedures vereenvoudigen voor ondernemingen in Europa die hun onderzoek meestal in een van die talen voeren. Landen waar men officieel geen van die talen spreekt, hebben recht op een vertaling naar hun eigen bestuurstaal voor de patenten geldig in hun gebied. België dreigt hierbij uit de boot te vallen voor wat betreft vertalingen naar het Nederlands.

Ook nu al, nog voor de invoering van het Europees octrooi, staat het Nederlands onder druk. De werkgevers (VBO) vragen namelijk de ratificering van het protocol van Londen waardoor er voor Europees aangevraagde octrooien geen

traduction néerlandaise ne sera disponible pour les brevets demandés au niveau européen. Il est vrai que lorsque la publication des demandes de brevet intervient après dix-huit mois, cette traduction arrive de toute façon un peu trop tard pour les entrepreneurs qui examinent les derniers développements technologiques. Et il faut également reconnaître que les plus grandes entreprises de l'industrie belge de la connaissance réalisent leurs recherches et leurs publications dans l'une des langues de travail de l'Office européen des brevets.

De plus, de nombreuses mesures politiques visent, à juste titre, à renforcer et à préserver l'industrie belge de la connaissance dans un environnement concurrentiel européen. Mais il ne faudrait toutefois pas oublier la moyenne des PME. Citons par exemple l'exonération fiscale (80 %) des revenus (imputés) provenant des brevets, les avantages fiscaux et les mesures spéciales dont bénéficient les chercheurs (étrangers), les crédits d'impôt, les aides régionales en matière de recherche, etc. Par ailleurs, il importe d'exploiter au mieux les technologies disponibles en matière de traduction et d'Internet, en évolution rapide, afin que l'étude et l'acquisition de brevets restent aussi accessibles que possible pour les plus petites PME, le coût des efforts requis à cet égard en matière de TIC étant extrêmement minime par rapport à l'impact budgétaire des mesures mentionnées plus haut.

Ces besoins ne sont pas tout à fait comblés par l'aide que peuvent apporter les spécialistes. Celle-ci est nécessaire mais il faut également que la moyenne des PME puisse prendre connaissance très facilement des (demandes de) brevet(s) existant(e)s car les plus petites PME ressentiront également de plus en plus les effets des droits liés aux brevets. Par ailleurs, on assiste à une vulgarisation constante, dans tous les domaines, en raison des développements constants des technologies de l'information. Nous effectuons tous (surtout nos enfants) des opérations qui, il y a cinq à dix ans, étaient réservées à des spécialistes. Indépendamment de l'aide que peuvent apporter les spécialistes, il importe que l'accès aux informations vulgarisées soit aussi aisé que possible à une époque où les brevets sont de plus en plus déterminants, y compris pour la valeur et parfois pour l'avenir des plus petites PME.

La mise en œuvre de logiciels de traduction en ligne doit dès lors constituer une priorité importante de l'Office de la propriété intellectuelle. Le récent programme de recherche européen PLUTO ne prévoit cependant la traduction néerlandais-anglais que durant la toute dernière phase, même après les modules suédois et russe. La concertation avec les utilisateurs néerlandophones restera également limitée au "*Werkgemeenschap Octrooi-informatie Nederland*" (Club Néerlandais d'Information sur les Brevets), et ce, malgré la participation de l'entreprise gantoise Crosslanguage, qui est un partenaire important dans le programme. En outre, si la nouvelle loi sur les brevets crée un cadre pour le service électronique, elle en laisse le contenu tout à fait ouvert. Les petites PME flamandes devront donc, contrairement à leurs homologues portugaises, étudier encore longtemps les brevets dans leur langue originale ou bien recourir à un spécialiste, même pour une première prise de connaissance. Ni les grandes entreprises de l'industrie du savoir, ni les spé-

Nederlandse vertaling meer beschikbaar zal zijn voor de patenten. Weliswaar moet worden opgemerkt dat met de publicatie van octrooiaanvragen na 18 maanden, deze vertaling sowieso enigszins te laat beschikbaar is voor de ondernemer die de meest recente stand van de technologie onderzoekt. Ook moet erkend worden dat de grotere bedrijven in de Belgische kennisindustrie hun onderzoek en publicaties uitvoeren in een van de werktalen van het Europees patentbureau.

Veel beleidsaspecten zijn terecht gericht op het versterken en behouden van onze kennisindustrie in een Europese concurrentieomgeving maar we mogen de doorsnee kmo niet vergeten. Vermelden we belastingvrijstelling (80 %) voor (geïmputeerde) inkomsten uit octrooien, belastingvoordelen en speciale maatregelen voor (buitenlandse) onderzoekers; belastingkredieten, regionale stimuli voor onderzoek... Daarnaast is het echter belangrijk de snel evoluerende vertaal- en internettechnologie maximaal aan te wenden om de drempel naar octrooibestudering en octrooiverwerving voor een doorsnee kleinere kmo zo laag mogelijk te houden. De kostprijs van de daartoe benodigde ICT-inspanningen is slechts een zeer minieme fractie in vergelijking met de begrotingsimpact van de hoger vermelde maatregelen.

Dit wordt niet helemaal ondervangen door het ondersteuningsaanbod van specialisten. Dat laatste is nodig maar een doorsnee kmo moet op zeer laagdrempelige wijze kennis kunnen nemen van bestaande octrooi(aanvragen) want ook de kleinere kmo's zullen in toenemende mate worden beïnvloed door octrooirechten. Tevens is er op alle domeinen een constante vulgarisatie door voortschrijdende IT-technologie. Wij (en vooral onze kinderen) voeren allemaal processen uit die 5 a 10 jaar terug voorbehouden waren aan specialisten. Het is belangrijk dat naarmate octrooien meer en meer ook de waarde en soms het lot van kleinere kmo's bepalen, de drempel tot geïmplementeerde informatie zo minimaal als mogelijk is. Dit ondanks de ondersteuning van specialisten.

De implementatie van online vertaalsoftware moet dan ook een belangrijke prioriteit zijn van de Dienst Intellectuele Eigendom. Het recente Europees onderzoeksprogramma PLUTO voorziet echter de Nederlands-Engelse vertaling slechts in de allerlaatste fase nog na de Zweedse en Russische modules. Ook het overleg met Nederlandstalige gebruikers zal beperkt blijven tot de "*Werkgemeenschap Octrooi-informatie Nederland*". Dit ondanks de deelname van het Gentse bedrijf Crosslanguage, dat een belangrijke partner is in het programma. Verder schept de nieuwe octrooiwet wel het kader voor de verdere elektronische dienstverlening maar laat de invulling daarvan volledig open. De kleinere Vlaamse kmo zal dus, in tegenstelling tot zijn Portugese collega, nog geruime tijd de octrooien in de originele talen moeten blijven bestuderen of een specialist inhuren zelfs voor een eerste kennisname. Noch de grotere bedrijven in de kennisindustrie, noch de specialisten (commercieel of betoelaagd in kenniscentra), noch de vertalers in het octrooilandschap

cialistes (commerciaux ou subventionnés dans des centres d'expertise), ni les traducteurs dans le domaine des brevets ne seront demandeurs d'un accès vulgarisé. Cette option doit être prise par l'OPI lui-même dans une perspective davantage orientée vers l'avenir.

La N-VA reconnaît que les adaptations proposées dans cette loi sur les brevets sont nécessaires et urgentes. Nous ne rejetons pas le projet de loi en soi. Le subventionnement existant de spécialistes dans les centres d'expertise en vue de soutenir nos entrepreneurs est également important. Cependant, étant donné:

- la position délicate de la langue néerlandaise en tant que seule langue administrative de Belgique qui n'est pas une langue de travail de l'Office européen des brevets et vers laquelle on ne traduira peut-être plus à l'avenir parce que les autres langues administratives sont, elles, des langues de travail de l'Office européen des brevets;
- la faible priorité du néerlandais dans le programme de traduction européen;
- le fait que le rôle des logiciels de traduction est en l'occurrence nié, et que l'on ne mentionne aucune initiative se servant des technologies les plus récentes en vue d'un accès vulgarisé (pour une fraction de l'impact budgétaire représenté par d'autres soutiens à la recherche et au développement);

Il convient d'adapter ce projet de loi en faveur du petit entrepreneur.

zullen vragende partij zijn voor ge vulgariseerde toegang. Deze optie moet door DIE zelf worden genomen in een wat verder kijkend perspectief.

De N-VA erkent dat de voorgestelde aanpassingen in deze octrooiwet noodzakelijk en dringend zijn. Wij keuren het wetsontwerp op zich niet af. Ook de bestaande betoelaging van specialisten in kenniscentra ter ondersteuning van onze ondernemers is belangrijk. Maar gelet op:

- de delicate positie van de Nederlandse taal als enige bestuurstaal van België die geen werktal van het Europees octrooiagentschap is en waarnaar eventueel in de toekomst niet meer wordt vertaald omdat de andere bestuurtalen wel werktalen zijn van het Europees octrooiagentschap;
- de lage prioriteit van het Nederlands in het Europese vertaalprogramma;
- het feit dat de rol van vertaalssoftware hier wordt genegeerd, en dat er geen initiatieven worden vermeld die de meest recente technologie inzetten voor ge vulgariseerde toegang (voor een fractie van de begrotingsimpact van andere O&O ondersteuning);

vraagt dit wetsontwerp om bijsturing ten behoeve van de kleine ondernemer.

Peter DEDECKER (N-VA)  
 Peter LUYKX (N-VA)  
 Karel UYTTERSROT (N-VA)  
 Flor VANNOPPEN (N-VA)  
 Jan VAN ESBROECK (N-VA)